



Service prévention des risques techniques

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant la prescription de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 04 juin 2010 modifié autorisant
la société ORANO DS à exploiter une installation de décontamination et de reconditionnement
par divers traitements de matériels et de substances radioactives à Bollène**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'Environnement et notamment son livre 1^{er} et son livre V ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°SI2010-06-04-0050-PREF du 4 juin 2010 autorisant la Société des Techniques en Milieu Ionisant (STMI) à poursuivre l'exploitation d'une installation de décontamination et de déconditionnement par divers traitements de matériels et de substances radioactives à Bollène ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012101-0011 du 10 avril 2012 imposant à la société STMI à Bollène la fourniture d'une étude de dangers et actualisant le tableau de nomenclature ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 septembre 2016 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°SI2010-06-04-0050-PREF du 4 juin 2010 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2018 portant mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la société STMI à Bollène en cas de cessation d'activité ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires relative à la société ORANO DS (ex. STMI) pour ses installations de Bollène du 25 octobre 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 octobre 2020 à l'encontre de la société ORANO DS TRIADE pour ses installations de Bollène ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2020 - Société ORANO DS TRIADE – établissement de Bollène, concernant l'interdiction de réception de déchets FA/MA dans

l'attente de la résorption totale du stock de déchets dits historiques d'une durée supérieure à 30 mois ;

Vu l'arrêté préfectoral rendant la société ORANO DS redevable d'une amende administrative concernant l'installation classée pour la protection de l'environnement TRIADE située site Sactar sur le territoire de la commune de Bollène (84 500) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

Vu le dossier de porter à connaissance en date du 16 décembre 2022 par lequel le pétitionnaire sollicite une nouvelle durée d'entreposage des déchets par filières sur le site TRIADE ;

Vu les compléments au dossier de porter à connaissance transmis par courriels en date du 04 avril 2024, du 08 avril 2024, du 26 avril 2024 et du 15 juillet 2024 ainsi que lors de réunions d'échanges du 02 avril, du 24 mai 2024 et du 05 juillet 2024 ;

Vu le dossier de porter à connaissance révisé en date du 24 mai 2024 (révision 1) par lequel le pétitionnaire a mis à jour la durée d'instruction CSA et la demande de nouvelles durées d'entreposage (§4.3.3) ;

Vu l'avis de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), division de Marseille, par courrier du 20 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 11 octobre 2024 ;

Vu la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la durée d'entreposage initialement imposée dans l'arrêté préfectoral du 04 juin 2010 n'est pas en cohérence avec la réalité du terrain ;

Considérant que les délais d'acceptation des déchets pour certaines filières identifiées et ceux des déchets plus complexes pour les filières non identifiées dépassent les 30 mois de traitement ;

Considérant qu'il convient d'établir des délais par filières de traitement en séparant les déchets étant traités en « filière identifiée » et ceux étant traités en « filière non identifiée » ;

Considérant qu'un stock de colis de déchets radioactifs dits « historiques », est entreposé dans l'installation depuis une durée supérieure à 30 mois ;

Considérant par ailleurs que l'exploitant transmet semestriellement un bilan sur l'avancement de son plan d'actions pour la résorption des déchets historiques ;

Considérant que l'évacuation finale de tous les déchets historiques est fixée à fin 2028 ;

Considérant qu'il convient de remplacer l'arrêté préfectoral complémentaire et l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 octobre 2020 à l'encontre de la société ORANO DS TRIADE pour ses installations de Bollène, concernant l'interdiction de réception de déchets FA/MA dans l'attente de la résorption totale du stock de déchets dits historiques ;

Considérant que le projet présenté par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'actualiser la durée d'entreposage des déchets radioactifs prévu à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir des prescriptions supplémentaires afin d'encadrer les éventuels dépassements de durée d'entreposage ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de délivrer un arrêté préfectoral complémentaire dans les formes prévues à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société ORANO DS, implantée à Bollène, dans la zone industrielle dite site du Sactar, et autorisée à exploiter une installation de décontamination et de reconditionnement par divers traitements de matériels et de substances radioactives, est tenue de respecter, dans le cadre de la modification de la durée d'entreposage des déchets radioactifs portée à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 :

Le premier paragraphe de l'article 5.3 « TRANSPORT DES DÉCHETS » de l'arrêté préfectoral du 04 juin 2010 :

« Tout enlèvement des déchets s'effectuera dans les meilleurs délais et sans que la durée de traitement n'excède 18 mois et la durée d'entreposage 30 mois »

est modifié comme suit :

« Tout enlèvement des déchets s'effectue, conformément au tableau ci-dessous, et dans les meilleurs délais.

Intitulés des cas	Filières de traitement					
	CIRES (mois)	CSA (mois)	CENTRA CO solide (mois)	CENTRACO liquide (mois)	CENTRAC O fusion (mois)	STEL (mois)
Filière identifiée						
Cas simple sans analyse labo	30	30	30	-	30	-
Cas complexe sans analyse labo	30	30	30	-	30	-
Cas simple avec analyse labo simple	30	30	30	30	30	30
Cas complexe avec analyse labo complexe	30	30	30	30	30	39
Filière non identifiée						
Cas simple avec analyse labo simple	30	58	30	30	30	30
Cas complexe avec analyse labo complexe	58	104	39	58	39	58

L'exploitant s'engage à **favoriser le délai le plus court** à chaque étape du processus de prise en charge des déchets, de la réception des déchets à leur expédition finale (filière de traitement). L'exploitant doit être en mesure de justifier tout dépassement à chaque étape du processus de traitement des déchets.

À cet effet, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, une procédure interne doit être rédigée afin d'améliorer les délais d'entreposage. L'exploitant s'engage notamment à optimiser les délais de rédaction afin de garantir le non-dépassement des durées d'entreposage.

L'exploitant doit être en mesure de justifier les durées de traitement à chaque étape du processus de prise en charge de ces déchets comme suit :

1. Tri et identification des déchets
2. Analyses physico-chimiques et/ou radiologiques
3. Élaboration d'un dossier d'acceptation ou d'agrément
4. Instruction de la demande d'acceptation par les filières de traitement final
5. Rédaction des documents d'intervention
6. Préparation et planification de l'intervention
7. Réalisation des opérations de conditionnement
8. Caractérisation radiologique des colis finis
9. Expédition des colis

L'ensemble de ces informations est conservé par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur le site, chaque déchet présent doit être facilement identifié par l'exploitant et par l'inspection des installations classées. Cette identification doit permettre notamment de connaître la durée d'entreposage du déchet. ».

Article 3 :

L'article 5.3 « TRANSPORT DES DÉCHETS » de l'arrêté préfectoral du 04 juin 2010 est complété comme suit :

« Article 5.3.1 – Cas particulier : traitement des déchets historiques »

L'exploitant assure le pilotage, le suivi et la traçabilité de l'avancement des actions visant à résorber les déchets historiques. Il tient à jour ce plan d'actions, élaboré en février 2019.

Tous les six mois par année civile, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan sur l'avancement de son plan d'actions pour la résorption des déchets historiques.

L'exploitant s'engage à respecter les dates d'expédition présentées dans son plan d'actions à la connaissance du 16 décembre 2022 et dans son plan d'actions actualisé semestriellement. Dans tous les cas, l'exploitant ne doit pas dépasser la dernière année prévisionnelle d'expédition fixée à fin 2028.

L'exploitant s'engage à favoriser le délai le plus court à chaque étape du processus de prise en charge des déchets, de la réception des déchets à leur expédition finale (filière de traitement). L'exploitant doit être en mesure de justifier tout dépassement.

Le dernier bilan des actions de résorption des déchets historiques de juillet à décembre 2028 doit être transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 mars 2029. ».

Article 4 :

L'article 5.3 « TRANSPORT DES DÉCHETS » de l'arrêté préfectoral susnommé est complété comme suit :

« Article 5.3.2 – Surveillance renforcée des fûts

Afin de garantir l'intégrité des fûts dans le temps, l'exploitant doit mettre en place des dispositions compensatoires de surveillance renforcée des fûts.

Une ronde mensuelle de surveillance des fûts est réalisée par le radioprotectionniste de zone. Les contrôles effectués sont :

- la vérification de la température,*
- l'absence de dégagement d'H₂,*
- le niveau d'eau dans le fût (couverture des copeaux sous eau).*

L'ensemble de ces contrôles est conservé par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette surveillance renforcée est détaillée dans une procédure écrite. ».

Article 5 :

L'article 5.3 « TRANSPORT DES DÉCHETS » de l'arrêté préfectoral susnommé est complété comme suit :

« Article 5.3.3 – Bilans périodiques

Tous les six mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan sur :

- l'avancement de l'instruction des dossiers pour évaluer l'évolution de la situation et s'assurer que les délais sont respectés,*
- l'état des stocks avec à minima les entrée/sortie, le nombre de colis (fils et père) par conditionnement (fûts, big-bags, conteneurs,...), le volume de déchets et la valeur du QNS,*
- les modalités de surveillance renforcée des fûts de déchets conformément à l'article 5 du présent arrêté,*
- les délais d'entreposage respectant les délais autorisés, ceux pouvant être dépassés et ceux ayant dépassé le délai autorisé. Pour permettre une lecture rapide des délais respectés de ceux pouvant être dépassés ou non respectés (mais justifiés), une alerte visuelle est à intégrer au bilan.*

L'exploitant doit compléter son bilan annuel avec ces éléments transmis par semestre. ».

Article 6 :

L'article 11.2 « MODIFICATIONS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS » de l'arrêté préfectoral susnommé est complété comme suit :

Les prescriptions des arrêtés suivants sont remplacées par celles du présent arrêté.

ASBS VON 11

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Intitulé	Date
Arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2020	concernant l'interdiction de réception de déchets FA/MA dans l'attente de la résorption totale du stock de déchets dits historiques d'une durée supérieure à 30 mois	16/10/20
Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 octobre 2020	À l'encontre de la société ORANO DS TRIADE – établissement de BOLLENE	16/10/20

Article 7 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 8 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Bollène, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le **14 NOV. 2024**
 Pour le préfet,
 la secrétaire générale,
 Sabine ROUSSELY